

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. De Minister bevoegd voor de Audiovisuele Sector wordt belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 21 oktober 2010.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 4114

[2010/206222]

25 NOVEMBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les modalités d'octroi des subventions aux commissions de gestion des parcs naturels

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels, l'article 13 modifié par le décret du 3 juillet 2008;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 juin 2010;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 10 juin 2010;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, donné le 7 septembre 2010;

Vu l'avis 48.775/4 du Conseil d'Etat, donné le 27 octobre 2010, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que les projets de décrets et d'arrêtés pour lesquels l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne est obligatoire, n'ont pu, à la date d'adoption du présent arrêté, être déterminés par le Gouvernement ainsi que le prévoit l'article 3, § 3, du décret du 1^{er} juillet 1993 portant création d'un Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, tel que modifié par le décret du 6 novembre 2008;

Considérant que la consultation du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne n'a dès lors pu être effectuée, compte tenu de l'absence de base juridique à cet égard;

Considérant la nécessité de ne pas retarder l'adoption du présent arrêté, de manière à permettre aux commissions de gestion de pouvoir financer les nouvelles missions des parcs naturels, telles qu'elles découlent du décret du 3 juillet 2008 modifiant le décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels;

Considérant par ailleurs que le présent projet d'arrêté vise uniquement les subventions allouées aux parcs naturels par la Région wallonne;

Considérant que, dans cet ordre d'idées, le présent arrêté n'est pas susceptible d'avoir des effets négatifs sur les finances ou la gestion des villes, communes et provinces;

Sur proposition du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o le Ministre : le Ministre ayant les parcs naturels dans ses attributions;

2^o la Direction générale : la Direction générale opérationnelle 3 Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie.

CHAPITRE I^{er}. — Des subventions

Section 1^{re}. — De la subvention annuelle de fonctionnement et relative aux investissements mobiliers

Art. 2. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre octroie une subvention annuelle de fonctionnement aux commissions de gestion des parcs naturels qui en font la demande.

La subvention tend à couvrir les frais de fonctionnement et d'investissement mobiliers exposés par les commissions de gestion dans le cadre de leurs missions telles qu'elles relèvent du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels tel que modifié par le décret du 3 juillet 2008, ci-après le décret.

Sont considérés comme des frais de fonctionnement et d'investissement, à l'exclusion de toute autre dépense, les coûts inhérents à l'engagement et à la gestion de personnel, la gestion administrative et comptable, les frais de mission, de représentation, informatiques, de documentation, d'équipement de bureau, les dépenses relatives à la communication ainsi qu'à l'acquisition, à la location et à l'entretien de biens meubles nécessaires à la gestion courante du parc naturel.

Art. 3. Le taux de la subvention annuelle est fixé à 80 % des coûts de fonctionnement et d'investissements mobiliers de la commission de gestion du parc naturel, sans pouvoir excéder 105.000 euros.

Section 2. — De la subvention relative aux investissements immobiliers

Art. 4. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre octroie aux commissions de gestion des parcs naturels qui en font la demande une subvention relative aux investissements immobiliers.

La subvention ne peut être octroyée qu'une seule fois au parc naturel sur toute la durée de son existence.

§ 2. La subvention tend à couvrir, à l'exclusion de toute autre dépense, les frais relatifs aux investissements immobiliers exposés par les commissions de gestion dans le cadre de la réalisation d'une maison du parc naturel.

Par maison du parc naturel, il convient d'entendre l'immeuble bâti servant de lieu de gestion administrative et de coordination des actions menées par le parc naturel.

Le montant de la subvention unique correspond à 60 % du coût global des investissements immobiliers, sans pouvoir excéder 150.000 euros.

Section 3. — De la subvention annuelle relative aux frais de fonctionnement et aux investissements liés aux missions de gestion et de valorisation du patrimoine naturel ainsi que de développement rural

Art. 5. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre octroie aux commissions de gestion des parcs naturels qui en font la demande une subvention annuelle portant sur les frais de fonctionnement et les investissements liés aux projets relatifs à la gestion et à la valorisation du patrimoine naturel ainsi qu'au développement rural.

Art. 6. § 1^{er}. La subvention est composée d'une partie fixe et d'une partie variable.

Le montant de la partie fixe de la subvention annuelle est fixé à 15.000 euros. Il est exclusivement affecté aux frais de fonctionnement et aux investissements couvrant tout ou partie de la mise en œuvre de la partie biodiversité du plan de gestion du parc naturel.

Le montant de la partie variable de la subvention correspond à la somme des produits des paramètres suivants :

- 1° le nombre de communes associées au parc naturel, multiplié par 4.000 euros;
- 2° la superficie du parc naturel, en multipliant la somme de 500 euros par millier d'hectares;
- 3° le nombre d'habitants, en multipliant la somme de 1.000 euros par millier d'habitants.

Le nombre de milliers visé à l'alinéa 4, 2° et 3°, est arrondi à l'unité inférieure lorsque la tranche entamée est inférieure à 500 et à l'unité supérieure lorsque la tranche entamée est égale ou supérieure à 500. Les chiffres utilisés pour le calcul du montant de la subvention sont ceux arrêtés le 1^{er} novembre de l'année précédente.

Le montant de la partie variable de la subvention est exclusivement affecté aux frais de fonctionnement et aux investissements couvrant tout ou partie des projets du parc naturel en matière de gestion et de valorisation du patrimoine naturel et de développement rural.

§ 2. Lorsque la somme de la partie fixe et de la partie variable de la subvention annuelle visée au paragraphe 1^{er} est inférieure à 40.000 euros, la subvention est portée à 40.000 euros.

CHAPITRE II. — Des modalités d'octroi et de contrôle des subventions

Section 1^{re}. — Des subventions annuelles visées aux articles 2 et 5

Art. 7. Les demandes de subventions visées aux articles 2 et 5 sont introduites auprès de la Direction générale par la commission de gestion entre le 1^{er} janvier et le 30 mars de l'année considérée.

Sont joints à la demande de subvention :

1° le budget voté par la commission de gestion pour l'exercice auquel se rapporte la demande de subvention, reprenant une ventilation détaillée des comptes de charges d'exploitation et des charges financières, ainsi qu'un programme des investissements prévus;

2° les derniers comptes annuels approuvés par la commission de gestion.

Si l'alinéa 2 n'est pas respecté, la demande de subvention est irrecevable. La Direction générale en informe la commission de gestion dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande de subvention.

L'alinéa 2, 2°, ne s'applique pas aux commissions de gestion dont la date de constitution est inférieure à deux ans à compter de la date de demande de subvention.

Art. 8. § 1^{er}. Le Ministre décide de l'octroi de la subvention à la commission de gestion dans les quarante jours de l'introduction de la demande de subvention.

§ 2. La subvention est liquidée selon les modalités suivantes :

1° une première tranche, d'un montant n'excédant pas 50 % de la subvention, à la notification de l'octroi de la subvention;

2° une deuxième tranche, d'un montant n'excédant pas 40 % de la subvention, au plus tard le 30 septembre de l'année considérée;

3° le solde de la subvention au plus tard le 30 avril de l'année qui suit l'année subventionnée.

Les tranches sont liquidées sur base d'une déclaration de créance certifiée sincère et véritable adressée à la Direction générale par la commission de gestion.

Section 2. — De la subvention unique visée à l'article 4

Art. 9. § 1^{er}. La demande de subvention visée à l'article 4 est introduite par la commission de gestion du parc naturel, sur base d'un dossier, auprès de la Direction générale.

Le dossier comprend :

1° la délibération motivée de la commission de gestion approuvant le projet d'investissement immobilier;

2° l'estimation financière du projet;

3° le mode de passation du marché public;

4° le cahier spécial des charges utilisé pour la mise en concurrence du projet.

Si l'alinéa 2 n'est pas respecté, la demande de subvention est irrecevable.

La Direction générale en informe la commission de gestion dans un délai de quinze jours à dater de la réception du dossier.

§ 2. Dans les deux mois de la réception du dossier, le Ministre décide de l'octroi de la subvention.

Sur base de la décision du Ministre, la commission de gestion du parc naturel engage la procédure de passation du marché.

§ 3. Une fois le marché public attribué, la commission de gestion du parc naturel transmet à la Direction générale :

1° le procès-verbal d'ouverture des soumissions;

2° l'ensemble des offres reçues;

3° le rapport d'analyse des offres;

4° la délibération motivée de la commission de gestion désignant l'adjudicataire du marché.

Art. 10. La subvention est liquidée selon l'avancement des travaux, sur base d'une déclaration de créance certifiée sincère et véritable accompagnée des factures et des états d'avancement des travaux approuvés par le maître de l'ouvrage et par l'agent de la Direction générale désigné par le Ministre.

Section 3. — Du contrôle des subventions

Art. 11. Les montants cumulés des subventions visées au chapitre 1^{er} et de l'intervention financière du pouvoir organisateur en application de l'article 13, § 1^{er}, du décret, ou d'un autre pouvoir public, ou des organismes nationaux ou internationaux, ou de personnes physiques ou morales ne peuvent en aucun cas dépasser le montant annuel total des charges du parc naturel.

L'agent désigné pour contrôler l'emploi des subventions octroyées aux commissions de gestion vérifie la concordance des montants sur base des comptes annuels de la commission de gestion du parc naturel.

Lorsque les subventions perçues par le parc naturel dépassent le montant annuel total de ses charges, l'agent désigné pour contrôler l'emploi des subventions octroyées aux commissions de gestion en informe la Direction générale, qui impute la différence sur les tranches de subvention non échues.

Art. 12. Les montants libellés en euros visés aux articles 3 et 6 sont liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation.

L'indice des prix à la consommation est rattaché à l'indice pivot 113,78 de mai 2010.

Art. 13. Par le seul fait de l'acceptation de la subvention, la commission de gestion reconnaît au Gouvernement wallon le droit de faire procéder, par toute personne désignée par lui, au contrôle des fonds attribués en application des dispositions du présent arrêté.

L'agent désigné par le Gouvernement wallon a, en permanence, libre accès à la comptabilité ainsi qu'aux livres de comptes de la commission de gestion.

CHAPITRE III. — Dispositions abrogatoires

Art. 14. Sont abrogés :

1° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 septembre 1987 déterminant le contenu du dossier de la demande d'approbation, en exécution de l'article 5 du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 1997 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs organisateurs et aux commissions de gestion des parcs naturels;

3° l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2001 portant exécution de l'article 12, alinéa 3, du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels, inséré par le décret du 25 février 1999.

Art. 15. Le Ministre ayant les Parcs naturels dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 novembre 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Forêt, de la Nature et du Patrimoine,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 4114

[2010/206222]

25. NOVEMBER 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Modalitäten für die Gewährung der Zuschüsse an die Verwaltungskommissionen der Naturparks

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks, Artikel 13, in seiner durch das Dekret vom 3. Juli 2008 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des am 4. Juni 2010 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 10. Juni 2010 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 7. September 2010 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Wallonischer hoher Rat für die Erhaltung der Natur);

Aufgrund des am 27. Oktober 2010, in Anwendung der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 84, § 1, Absatz 1, 1° gegebenen Gutachtens Nr. 48.775/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass die Entwürfe von Dekreten und Erlassen, für die das Gutachten des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region) Pflicht ist, am Datum der Verabschiedung des vorliegenden Erlasses durch die Regierung nicht bestimmt worden konnten, so wie dies in Artikel 3, § 3 des Dekrets vom 1. Juli 1993 zur Errichtung eines "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne", in seiner am 6. November 2008 abgeänderten Fassung, vorgesehen ist;

In der Erwägung, dass die Konsultierung des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" demnach nicht stattfinden konnte, unter Berücksichtigung des Fehlens einer diesbezüglichen Rechtsgrundlage;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Verabschiedung des vorliegenden Erlasses nicht zu verzögern, damit die Verwaltungskommissionen die neuen Aufgaben der Naturparks, wie sie sich aus dem Dekret vom 3. Juli 2008 zur Abänderung des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks ergeben, finanzieren können;

In der Erwägung außerdem, dass der vorliegende Erlassentwurf nur die Zuschüsse betrifft, die den Naturparks durch die Wallonische Region gewährt werden;

In der Erwägung, dass in dieser Hinsicht der vorliegende Erlass keine negativen Auswirkungen auf die Finanzen oder die Verwaltung der Städte, Gemeinden und Provinzen haben könnte;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Sinne vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturparks gehören;

2° die Generaldirektion: die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie (DGO3).

KAPITEL I — Zuschüsse

Abschnitt 1 — Jährlicher Funktionszuschuss und Zuschuss für die Investitionen in bewegliche Güter

Art. 2 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt der Minister den Verwaltungskommissionen der Naturparks, die einen entsprechenden Antrag stellen, einen jährlichen Funktionszuschuss.

Der Zuschuss trägt dazu bei, die Funktionskosten und die Investitionskosten für bewegliche Güter zu decken, die von den Verwaltungskommissionen im Rahmen ihrer Aufgaben getragen werden, wie sie sich aus dem Dekret vom 16. Juli 1985 über die Naturparks, abgeändert durch das Dekret vom 3. Juli 2008, ergeben.

Als Funktions- und Investitionskosten gelten mit Ausnahme jeglicher anderen Ausgabe die Kosten, die mit der Personaleinstellung und -verwaltung, der administrativen Verwaltung und der Rechnungsführung verbunden sind, sowie die Dienstreise- und Vertretungskosten, die Kosten in Bezug auf EDV, Dokumentation, Büroausrüstung, Kommunikation sowie für den Erwerb, das Anmieten und die Instandhaltung von Mobiliargütern, die für die laufende Verwaltung des Naturparks notwendig sind.

Art. 3 - Der Satz des jährlichen Zuschusses wird auf 80% der Funktionskosten und der Kosten für Investitionen in bewegliche Güter, die durch die Verwaltungskommission des Naturparks getragen werden, festgelegt und darf 105.000 Euro nicht übertreffen.

Abschnitt 2 — Zuschuss für Investitionen in unbewegliche Güter

Art. 4 - § 1. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt der Minister den Verwaltungskommissionen der Naturparks, die einen entsprechenden Antrag stellen, einen Zuschuss für Investitionen in unbewegliche Güter.

Der Zuschuss darf dem Naturpark für die gesamte Dauer seiner Existenz nur ein einziges Mal gewährt werden.

§ 2. Der Zuschuss trägt dazu bei, mit Ausnahme jeglicher anderen Ausgabe die Kosten für Investitionen in unbewegliche Güter zu decken, die von den Verwaltungskommissionen im Rahmen der Verwirklichung eines "Naturparkhauses" getragen werden.

Unter "Naturparkhaus" versteht man das Gebäude, das als Stelle für die administrative Verwaltung und die Koordinierung der vom Naturpark getätigten Maßnahmen dient.

Der Betrag des einzigen Zuschusses entspricht 60% des Gesamtbetrags der Investitionen in unbewegliche Güter und darf 150.000 Euro nicht übertreffen.

Abschnitt 3 — Jährlicher Zuschuss für die Funktionskosten und die Investitionen, die mit den Aufgaben zur Verwaltung und Aufwertung des Naturerbes sowie mit der ländlichen Entwicklung verbunden sind

Art. 5 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt der Minister den Verwaltungskommissionen der Naturparks, die einen entsprechenden Antrag stellen, einen jährlichen Zuschuss für die Funktionskosten und die Investitionen, die mit den Aufgaben zur Verwaltung und Aufwertung des Naturerbes sowie mit der ländlichen Entwicklung verbunden sind.

Art. 6 - § 1. Der Zuschuss besteht aus einem festen Teil und einem variablen Teil.

Der Betrag des festen Teils des jährlichen Zuschusses ist auf 15.000 Euro festgelegt. Er wird ausschließlich für die Funktionskosten und die Investitionen bestimmt, die die Durchführung des Teils "biologische Vielfalt" des Verwaltungsplans des Naturparks ganz oder teilweise decken.

Der Betrag des variablen Teils des Zuschusses entspricht der Summe der Produkte der folgenden Parameter:

1° die Anzahl der am Naturpark beteiligten Gemeinden, die mit 4.000 Euro multipliziert wird;

2° die Fläche des Naturparks, die mit 500 Euro pro Tausend Hektar multipliziert wird;

3° die Anzahl Einwohner, die mit 1.000 Euro pro Tausend Einwohner multipliziert wird.

Die in Absatz 4, 2° und 3° erwähnte Anzahl Tausend wird auf die untere Einheit abgerundet, wenn die angebrochene Rate unter 500 liegt und auf die obere Einheit aufgerundet, wenn die angebrochene Rate mindestens 500 ist. Die für die Berechnung des Betrags des Zuschusses verwendeten Zahlen sind diejenigen, die am 1. November des vorherigen Jahres festgelegt sind.

Der Betrag des variablen Teils des Zuschusses wird ausschließlich für die Funktionskosten und die Investitionen bestimmt, die die Projekte des Naturparks im Bereich der Verwaltung und Aufwertung des Naturerbes sowie der ländlichen Entwicklung ganz oder teilweise decken.

§ 2. Wenn die im ersten Paragraphen erwähnte Summe des festen Teils und des variablen Teils des jährlichen Zuschusses unter 40.000 Euro liegt, wird der Zuschuss auf 40.000 Euro erhöht.

KAPITEL II — *Modalitäten für die Gewährung und die Kontrolle der Zuschüsse**Abschnitt 1 - In Artikel 2 und 5 erwähnte jährliche Zuschüsse*

Art. 7 - Die Verwaltungskommission reicht die Anträge auf in Artikel 2 und 5 erwähnte Zuschüsse bei der Generaldirektion zwischen dem 1. Januar und dem 30. März des betreffenden Jahres ein.

Folgende Dokumente werden dem Antrag auf Zuschuss beigefügt:

1° der von der Verwaltungskommission abgestimmte Haushaltsplan für das Haushaltsjahr, auf das sich der Antrag auf Zuschuss bezieht, zusammen mit einer ausführlichen Einteilung der Konten für Betriebslasten und finanzielle Lasten sowie einem Programm der vorgesehenen Investitionen;

2° der letzte durch die Verwaltungskommission genehmigte Jahresabschluss.

Wenn der Absatz 2 nicht eingehalten wird, ist der Antrag auf Zuschuss unzulässig. Die Generaldirektion setzt die Verwaltungskommission innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Antrags auf Zuschuss davon in Kenntnis.

Absatz 2, 2° findet keine Anwendung auf die Verwaltungskommissionen, deren Errichtungsdatum weniger als zwei Jahre vor dem Datum des Antrags auf Zuschuss liegt.

Art. 8 - § 1. Der Minister befindet über die Gewährung des Zuschusses an die Verwaltungskommission innerhalb von vierzig Tagen ab der Einreichung des Antrags auf Zuschuss.

§ 2. Der Zuschuss wird nach folgenden Modalitäten ausgezahlt:

1° eine erste Rate mit einem Betrag, der 50% des Zuschusses nicht überschreitet, bei der amtlichen Mitteilung der Gewährung des Zuschusses;

2° eine zweite Rate mit einem Betrag, der 40% des Zuschusses nicht überschreitet, spätestens am 30. September des betreffenden Jahres;

3° der Restbetrag des Zuschusses spätestens am 30. April des Jahres nach dem bezuschussten Jahr.

Die Raten werden auf der Grundlage einer für richtig bescheinigten Forderungsanmeldung ausgezahlt, die die Verwaltungskommission an die Generaldirektion richtet.

Abschnitt 2 — In Artikel 4 erwähnter einziger Zuschuss

Art. 9 - § 1. Die Verwaltungskommission des Naturparks reicht den Antrag auf in den Artikel 4 erwähnten Zuschuss bei der Generaldirektion auf der Grundlage einer Akte ein.

Die Akte umfasst:

1° den begründeten Beschluss der Verwaltungskommission zur Genehmigung des Projekts der Investition in unbewegliche Güter;

2° die finanzielle Veranschlagung des Projekts;

3° das Verfahren für die Vergabe des öffentlichen Auftrags;

4° das Sonderlastenheft, das beim Aufruf zum Wettbewerb gebraucht wird.

Wenn der Absatz 2 nicht eingehalten wird, ist der Antrag auf Zuschuss unzulässig.

Die Generaldirektion setzt die Verwaltungskommission innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Antrags auf Zuschuss davon in Kenntnis.

§ 2. Innerhalb von zwei Monaten nach Empfang der Akte befindet der Minister über die Gewährung des Zuschusses.

Auf Grundlage des Beschlusses des Ministers leitet die Verwaltungskommission des Naturparks das Verfahren für die Vergabe des Auftrags ein.

§ 3. Nachdem der öffentliche Auftrag vergeben wurde, übermittelt die Verwaltungskommission des Naturparks der Generaldirektion folgende Dokumente:

1° das Protokoll der Eröffnung der Submissionen;

2° die Gesamtheit der erhaltenen Angebote;

3° den Bericht über die Überprüfung der Angebote;

4° den begründeten Beschluss der Verwaltungskommission zur Bestimmung des Auftragnehmers.

Art. 10 - Der Zuschuss wird im Verhältnis zum Fortschritt der Arbeitsdurchführung gegen Vorlage einer für richtig bescheinigten Schuldforderung zusammen mit den Rechnungen und den Arbeitsfortschrittsberichten, die vom Bauherrn und vom durch den Minister bestimmten Bediensteten der Generaldirektion genehmigt worden sind, ausgezahlt.

Abschnitt 3 — Überprüfung der Zuschüsse

Art. 11 - Die kumulierten Beträge der in Kapitel 1 genannten Zuschüsse und der finanziellen Beteiligung der veranstaltenden Behörde nach Artikel 13, § 1 des Dekrets oder einer anderen öffentlichen Behörde, oder der nationalen oder internationalen Einrichtungen, oder von natürlichen oder juristischen Personen, dürfen keinesfalls den gesamten Jahresbetrag der Lasten für den Naturpark übertreffen.

Der Beamte, der bestimmt wurde, um die Benutzung der den Verwaltungskommissionen gewährten Zuschüsse zu kontrollieren, prüft, ob die Beträge mit den Zahlen des Jahresabschlusses der Verwaltungskommission des Naturparks übereinstimmen.

Wenn die vom Naturpark erhaltenen Zuschüsse den gesamten Jahresbetrag seiner Lasten übertreffen, teilt der Beamte, der bestimmt wurde, um die Benutzung der den Verwaltungskommissionen gewährten Zuschüsse zu kontrollieren, dies der Generaldirektion mit, die den Unterschied auf die nicht fälligen Subventionsraten anrechnet.

Art. 12 - Die in Artikel 3 und 6 genannten, in Euro ausgedrückten Beträge sind an die Schwankungen des Index der Verbraucherpreise gebunden.

Der Index der Verbraucherpreise ist an den Schwellenindex 113,78 vom Mai 2010 gebunden.

Art. 13 - Durch den alleinigen Tatbestand der Annahme des Zuschusses erkennt die Verwaltungskommission der Wallonischen Regierung das Recht zu, die in Anwendung der Bestimmungen vorliegenden Erlasse gewährten Gelder durch eine von ihr bestimmte Person prüfen zu lassen.

Der von der Wallonischen Regierung bestimmte Bedienstete verfügt ständig über den freien Zugang zu der Buchhaltung sowie zu den Kontenbüchern der Verwaltungskommission.

KAPITEL III — *Aufhebende Bestimmungen*

Art. 14 - Es werden aufgehoben :

1° der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. September 1987 zur Festlegung des Inhalts der Akte für den Genehmigungsantrag in Ausführung von Artikel 5 des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks;

2° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Februar 1997 über die Gewährung von Zuschüssen an die veranstaltenden Behörden und an die Verwaltungskommissionen der Naturparks;

3° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. November 2001 zur Durchführung von Artikel 12, Absatz 3 des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks, eingefügt durch das Dekret vom 25. Februar 1999.

Art. 15 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturparks gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. November 2010

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 4114

[2010/206222]

25 NOVEMBER 2010. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de modaliteiten voor de toekenning van toelagen aan de beheerscommissies van de natuurparken

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 16 juli 1985 betreffende natuurparken, inzonderheid op artikel 13, gewijzigd bij het decreet van 3 juli 2008;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 juni 2010;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 10 juni 2010;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Waalse hoge raad voor Natuurbehoud), gegeven op 7 september 2010;

Gelet op het advies 48.775/4 van de Raad van State, gegeven op 27 oktober 2010, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de ontwerp-decreten en -besluiten waarvoor het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Waalse hoge raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest) geëist wordt niet op de datum van aanneming van dit besluit konden worden vastgesteld door de Regering zoals bepaald bij artikel 3, § 3, van het decreet van 1 juli 1993 houdende oprichting van een "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne", zoals gewijzigd bij het decreet van 6 november 2008;

Overwegende dat de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" niet om advies kon worden verzocht, rekening houdend met het gebrek aan rechtsgrond in dat opzicht;

Overwegende dat de aanneming van dit besluit niet uitgesteld mag worden opdat de beheerscommissies de nieuwe opdrachten van de natuurparken zouden kunnen financieren, zoals ze voortvloeiën uit het decreet van 3 juli 2008 tot wijziging van het decreet van 16 juli 1985 betreffende natuurparken;

Overwegende voor het overige dat dit ontwerp-besluit slechts betrekking heeft op de toelagen die het Waalse Gewest aan de natuurparken toekent;

Overwegende dat dit besluit in dat verband geen negatieve weerslag mag hebben op de financiën of het beheer van de steden, gemeenten en provincies;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de Minister : de Minister bevoegd natuurparken;

2° het Directoraat-generaal : het Operationele directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst.

HOOFDSTUK I. — *Toelagen**Afdeling 1. — Jaarlijkse werkingstoelage en toelage betreffende roerende investeringen*

Art. 2. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten verleent de Minister een jaarlijkse werkingstoelage aan de beheerscommissies van de natuurparken die daarom verzoeken.

De toelage dient voor de dekking van de werkings- en roerende investeringskosten gemaakt door de beheerscommissies in het kader van hun opdrachten zoals ze voortvloeiën uit het decreet van 16 juli 1985 betreffende natuurparken, zoals gewijzigd bij het decreet van 3 juli 2008, hierna het decreet genoemd.

De kosten voor de indienstneming en het beheer van personeel, voor het administratief en boekhoudkundig beheer, de opdracht-, vertegenwoordigings-, informatica-, documentatie-, bureautiekosten, de uitgaven i.v.m. communicatie alsook de aankoop, de huur en het onderhoud van roerende goederen die nodig zijn voor het lopende beheer van het natuurpark worden beschouwd als werkings- en investeringskosten, met uitsluiting van elke andere uitgave.

Art. 3. De jaarlijkse toelage is vastgelegd op 80 % van de werkings- en roerende investeringskosten van de beheerscommissie van het natuurpark en mag niet hoger zijn dan 105.000 euro.

Afdeling 2. — Toelage voor onroerende investeringen

Art. 4. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten verleent de Minister een toelage voor onroerende investeringen aan de beheerscommissies van de natuurparken die daarom verzoeken.

De toelage kan slechts één keer over de gezamenlijke levensduur van het natuurpark toegekend worden.

§ 2. De toelage dient voor de dekking van de onroerende investeringskosten gemaakt door de beheerscommissies in het kader van de realisatie van een natuurparkhuis, met uitsluiting van elke andere uitgave.

Onder natuurparkhuis wordt verstaan het gebouwde onroerend goed bestemd voor het administratieve beheer en de coördinatie van de door het natuurpark gevoerde acties

De eenmalige toelage bedraagt 60 % van de globale kost van de onroerende investeringen en mag niet hoger zijn dan 150.000 euro.

Afdeling 3. — Jaarlijkse toelage betreffende de werkingskosten en de investeringen i.v.m. de opdrachten inzake het beheer en de opwaardering van het natuurlijke erfgoed, alsook inzake de landelijke ontwikkeling

Art. 5. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten verleent de Minister aan de beheerscommissies van de natuurparken die daarom verzoeken een toelage voor de werkings- en investeringskosten i.v.m. projecten betreffende het beheer en de opwaardering van het natuurlijke erfgoed, alsook de landelijke ontwikkeling.

Art. 6. § 1. De toelage bestaat uit een vast gedeelte en uit een variabel gedeelte.

Het bedrag van het vaste gedeelte van de jaarlijkse toelage is vastgelegd op 15.000 euro. Het is uitsluitend bestemd voor de werkings- en investeringskosten ter dekking van de gehele of gedeeltelijke tenuitvoerlegging van het luik biodiversiteit van het beheersplan van het natuurpark.

Het bedrag van het variabele gedeelte van de toelage is gelijk aan de som van de producten van de volgende parameters :

1° het aantal gemeenten betrokken bij het natuurpark, vermenigvuldigd met 4.000 euro;

2° de oppervlakte van het natuurpark, na vermenigvuldiging van de som van 500 euro per duizendtal ha;

3° het aantal inwoners, na vermenigvuldiging van de som van 1.000 euro per duizend inwoners.

Het duizendtal bedoeld in het vierde lid 4, 2° en 3°, wordt afgerond naar de lagere eenheid wanneer de aangesneden schijf lager is dan 500 en naar de hogere eenheid wanneer de aangesneden schijf gelijk is aan 500 of meer. De cijfers gebruikt voor de berekening van het bedrag van de toelage zijn die welke op 1 november van het vorige jaar zijn vastgelegd.

Het variabele gedeelte van de toelage is uitsluitend bestemd voor de werkings- en investeringskosten voor de gehele of gedeeltelijke dekking van de projecten van het natuurpark inzake het beheer en de opwaardering van het natuurlijke erfgoed en de landelijke ontwikkeling.

§ 2. Wanneer de som van het vaste gedeelte en van het variabele gedeelte van de in paragraaf 1 bedoelde jaarlijkse toelage kleiner is dan 40.000 euro, wordt de toelage op 40.000 euro vastgelegd.

*HOOFDSTUK II. — Modaliteiten voor de toekenning van de toelagen en voor de controle erop**Afdeling 1. — Jaarlijkse toelagen bedoeld in de artikelen 2 en 5*

Art. 7. De aanvragen van de toelagen bedoeld in de artikelen 2 en 5 worden door de beheerscommissie bij het Directoraat-generaal ingediend tussen 1 januari en 30 maart van het in aanmerking genomen jaar.

De toelageaanvraag gaat vergezeld van :

1° de door de beheerscommissie gestemde begroting voor het boekjaar waarop de toelageaanvraag betrekking heeft, met een uitvoerige verdeling van de rekeningen van de exploitatielasten en financiële lasten, alsook een programma van de geplande investeringen;

2° de laatste jaarrekeningen goedgekeurd door de beheerscommissie.

Indien het tweede lid niet in acht genomen wordt, is de toelageaanvraag niet ontvankelijk. Het Directoraat-generaal geeft de beheerscommissie kennis daarvan binnen een termijn van vijftien dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de toelageaanvraag.

Het tweede lid, 2°, is niet van toepassing op de beheerscommissies die op de datum waarop de toelage wordt aangevraagd minder dan twee jaar geleden zijn ingesteld.

Art. 8. § 1. De Minister spreekt zich binnen veertig dagen na de indiening van de aanvraag uit over de toekenning van de toelage aan de beheerscommissie.

§ 2. De toelage wordt uitbetaald als volgt :

1° een eerste schijf, waarvan het bedrag niet hoger is dan 50 % van de toelage, bij de kennisgeving van de toekenning van de toelage;

2° een tweede schijf, waarvan het bedrag niet hoger is dan 40 % van de toelage, uiterlijk 30 september van het in aanmerking genomen jaar;

3° het saldo van de toelage, uiterlijk 30 april van het jaar na het jaar waarin de toelage toegekend wordt.

De schijven worden uitbetaald op basis van een waar en oprecht verklaarde schuldvorderingsverklaring die door de beheerscommissie aan het Directoraat-generaal gericht wordt.

Afdeling 2. — Eenmalige toelage bedoeld in artikel 4

Art. 9. § 1. De toelageaanvraag bedoeld in artikel 4 wordt door de beheerscommissie van het natuurpark op basis van een dossier bij het Directoraat-generaal ingediend.

Het dossier bevat :

1° de motiveerde beraadslaging waarbij de beheerscommissie het project inzake onroerende investering goedkeurt;

2° de financiële raming van het project;

3° de wijze van gunning van de overheidsopdracht;

4° het bijzonder bestek op grond waarvan het project in mededinging gesteld wordt.

Indien het tweede lid niet in acht genomen wordt, is de toelageaanvraag niet ontvankelijk.

Het Directoraat-generaal geeft de beheerscommissie kennis daarvan binnen een termijn van vijftien dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het dossier.

§ 2. De Minister beslist over de toekenning van de toelage binnen twee maanden na ontvangst van het dossier.

De procedure tot gunning van de opdracht wordt door de beheerscommissie van het natuurpark op grond van de beslissing van de Minister opgestart.

§ 3. Zodra de overheidsopdracht toegewezen is, maakt de beheerscommissie van het natuurpark de volgende stukken aan het Directoraat-generaal over :

1° het proces-verbaal van opening van de inschrijvingen;

2° het geheel van de ontvangen offertes;

3° het analyserapport betreffende de offertes;

4° de motiveerde beraadslaging waarbij de beheerscommissie de aannemer van de opdracht aanwijst.

Art. 10. De toelage wordt naargelang de vordering van de werken uitbetaald op basis van een waar en oprecht verklaarde schuldvordering, die vergezeld gaat van de facturen en van de standen van vordering van de werken, goedgekeurd door de opdrachtgever en de ambtenaar van het Directoraat-generaal die door de Minister aangewezen is.

Afdeling 3. — Controle op de toelagen

Art. 11. De gecumuleerde bedragen van de toelagen bedoeld in hoofdstuk 1 en van de financiële tegemoetkoming van de inrichtende macht, overeenkomstig artikel 13, § 1, van het decreet, of van een andere overheid, of van de nationale of internationale instellingen, of van natuurlijke of rechtspersonen mogen in geen geval het jaarlijkse totaalbedrag van de lasten van het natuurpark overschrijden.

De ambtenaar aangewezen om controle te voeren op het gebruik van de toelagen die aan de beheerscommissies toegekend worden, gaat op basis van de jaarrekeningen van de beheerscommissie na of de bedragen overeenstemmen.

Wanneer de door het natuurpark ontvangen toelagen hoger zijn dan het totale jaarlijkse bedrag van zijn lasten, geeft de ambtenaar die aangewezen is om controle te voeren op het gebruik van de aan de beheerscommissies toegekende toelagen kennis daarvan aan het Directoraat-generaal, dat het verschil in mindering brengt van de nog niet betaalde toelageschijven.

Art. 12. De in euro uitgedrukte bedragen bedoeld in de artikelen 3 en 6 worden aangepast aan de schommelingen van de index van de consumptieprijzen.

De index van de consumptieprijzen wordt gekoppeld aan de spilindex 113,78 van mei 2010.

Art. 13. Door de toelage aan te nemen erkent de beheerscommissie dat de Waalse Regering het recht heeft om door elke persoon die zij aanwijst controle te laten voeren op het gebruik van de fondsen die overeenkomstig de bepalingen van dit besluit toegekend worden.

De door de Waalse Regering aangewezen ambtenaar heeft permanent vrije toegang tot de boekhouding alsook tot de rekeningenboeken van de beheerscommissie.

HOOFDSTUK III. — Opheffingsbepalingen.

Art. 14. Opgeheven worden :

1° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 september 1987 houdende bepaling van de inhoud van het dossier betreffende het verzoek om goedkeuring, ter uitvoering van artikel 5 van het decreet van 16 juli 1985 betreffende natuurparken;

2° het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 1997 tot toekenning van toelagen aan de inrichtende machten en beheerscommissies van natuurparken;

3° het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2001 tot uitvoering van artikel 12, derde lid, van het decreet van 16 juli 1985 betreffende natuurparken, ingevoegd bij het decreet van 25 februari 1999.

Art. 15. De Minister bevoegd voor Natuurparken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 november 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Bossen, Natuur en Erfgoed,
B. LUTGEN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 4115

[2010/206225]

25 NOVEMBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution des articles 3, 13, § 2, et 18 du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20 modifié par la loi du 16 juillet 1985;

Vu le décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels, les articles 3, 13, § 2, et 18, remplacés par le décret du 3 juillet 2008;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, donné le 7 septembre 2010;

Vu l'avis 48.773/4 du Conseil d'Etat, donné le 27 octobre 2010, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

CHAPITRE I^{er}. — Du rapport relatif à la création d'un parc naturel

Article 1^{er}. Le rapport relatif à la création d'un parc naturel est établi dans un délai n'excédant pas six mois à dater de l'institution du comité d'étude visé à l'article 3 du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels tel que modifié par le décret du 3 juillet 2008, ci-après le décret.

Les limites du projet de parc naturel figurent sur une carte dont l'échelle n'est pas inférieure à 1/25 000^e.